

Les indignés sans projets? – des pistes pour le Québec

Version préliminaire octobre 2013

Introduction : une fragilisation de nos capacités de répondre

Le discours actuel n'est que pour les façons d'assurer une sortie de crise, d'une reprise de l'activité économique, de sa croissance. Il n'y a presque aucune attention portée sur la possibilité qu'un changement de paradigme s'impose devant les faiblesses du paradigme actuel montrées par la crise financière et ensuite économique (sans parler de la crise écologique). L'ampleur des crises actuelles suggère qu'il ne s'agit pas d'encore une autre perturbation du système, mais fort probablement de son effondrement à plus ou moins brève échéance. Aucun préparatif n'est en gestation actuellement pour une telle éventualité. Il importe pourtant de se préparer en fonction d'un tel risque, et nous nous y mettons dans le présent ouvrage.

Les interventions des milieux écologistes et scientifiques depuis les années 1960 ont fourni des orientations pour éviter les impacts de plus en plus importants de nos activités économiques et sociales. Par contre, au fil des décennies, la compréhension de ces orientations et la correction des comportements mal orientés connaissent des décennies de retard par rapport aux constats. Aujourd'hui, alors que ces milieux scientifiques (ex. le GIEC) identifient des crises qui nécessitent des corrections extrêmement importantes et urgentes dans les activités économiques, les populations de l'ensemble des pays restent avec les comportements maintenant dépassés, résultat de l'inertie et de la lenteur dans la mise en œuvre des gestes qui s'imposent.

Le sommet de Rio+20 en juin 2012 consacrait cette inertie. L'ensemble des institutions internationales qui dominaient l'événement mettaient leurs efforts dans le maintien du paradigme actuel, faisant la promotion de « l'économie verte » comme réponse aux crises. Il s'agissait du déni de l'expérience des 50 dernières années, où le développement économique dominait les agendas et plaçait au second rang toute intervention visant à s'attaquer aux fondements des problèmes qui devenaient de plus en plus importants. C'est le paradigme actuel, et nous savons depuis assez longtemps qu'il ne constitue pas une réponse.

L'empreinte écologique

Les milieux les mieux intentionnés et les mieux orientés, et les populations elles-mêmes, ne saisissent pas l'ampleur du phénomène que constitue la crise écologique en cours. Il s'agit d'un besoin de la civilisation contemporaine pour des services écosystémiques (fourniture de ressources et de services et de poubelles pour les déchets provenant de ses activités) au-delà de la capacité de la planète entière à les fournir.

C'est le calcul de l'empreinte écologique qui permet de bien cerner une composante importante des crises qui sévissent, que l'on identifie trop souvent et en priorité avec les seules crises financière et économique. À partir des données sur les activités économiques d'une société – sa consommation (incluant ses importations) – l'empreinte écologique fournit un portrait des superficies de terres arables et de pâturages, de zones de pêches, de territoires forestiers et

d'écosystèmes capables de séquestrer les émissions des gaz à effet de serre nécessaires pour permettre cette consommation; elle y ajoute les superficies consacrées aux établissements humains eux-mêmes. Le calcul s'exprime en termes de hectares par habitant; au fur et à mesure que la population humaine (ou celle d'un pays) augmente, la disponibilité pour chaque personne de services écosystémiques – en principe constants mais qui se sont progressivement dégradés au fil des décennies - diminue. Non seulement la consommation de ressources et de services écosystémiques a-t-elle augmenté dramatiquement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais la population humaine a plus que triplé, réduisant progressivement les services disponibles pour chaque personne par les deux tiers.

Notre civilisation a dépassé la capacité de support des écosystèmes de la planète au début des années 1980, alors que les interventions des écologistes étaient à peine entendues. Aujourd'hui, la population humaine, notre civilisation, a besoin d'une planète et demie pour soutenir les activités en cours, alors que trois ou quatre milliards de personnes se trouvent dans un état de pauvreté plus ou moins sérieux, mais tout à fait inacceptable. Cette pauvreté, cette inégalité dans le mode de vie, est visible au monde entier, et les pays émergents, tout comme les pays pauvres, s'indignent devant le fait que la demande des pays riches, et l'héritage de leur empreinte écologique, ayant consommé un capital naturel très important depuis maintenant des siècles, empêchent désormais toute possibilité qu'ils suivent le modèle de ces pays riches. Autant les pays riches persistent dans leur course effrénée à la croissance (temporairement, et peut-être perpétuellement arrêtée), autant les pays émergents et pauvres n'acceptent plus d'être les laissés pour compte de ce mode de développement. La confrontation est inévitable, comme en témoignent les conférences des parties de la Convention cadre sur les changements climatiques, dont celles, récentes, de Copenhague (en 2009) et de Durban (en 2011), tout comme le blocage dans le renouvellement du modèle des échanges commerciaux dont témoignent les négociations sur Doha. Le défi est de trouver, du moins pour les sociétés qui se préparent adéquatement, un nouveau modèle de développement, voire de civilisation, adapté aux contraintes qui se présentent.

La crise écologique, insidieuse et presque silencieuse devant le vacarme qui entoure les activités économiques de l'humanité et leur suivi par les media de l'ensemble des pays, représente une crise d'une envergure égale à celle des crises financières et économiques qui sévissent depuis trois ou quatre ans au sud et à la vue de tout le monde. Ces dernières crises, tout comme la crise écologique, ont clairement le potentiel d'amener l'effondrement du système économique actuel et, avec cela, des bouleversements sociaux probablement inconnus de l'histoire de l'humanité.

Une transition à espérer

Dans la série de textes que nous présentons dans ce livre, qui cherchent à fournir quelques balises pour la transition du Québec vers un avenir assez sombre dans un tel contexte, nous allons procéder avec plusieurs hypothèses, et cela à partir de deux constats.

D'une part, nous constatons qu'il est impossible de conclure à l'effondrement à court terme du système économique, même si beaucoup d'indications suggèrent un tel événement. Par ailleurs, nous pouvons constater clairement que les changements qui s'imposent pour corriger le tir en tenant compte des causes profondes de la Grande Récession n'ont pas été faits, et ceci fragilise davantage la capacité de répondre aux défis pour un avenir rapproché. Nos réflexions ne présument pas d'un effondrement à court terme, comme résultat des crises actuelles, mais

servent à y préparer la société par indirection en portant sur plusieurs éléments structurels de ces crises.

D'autre part, nous constatons que la crise écologique découle d'un besoin pour des ressources et des services écosystémiques qui dépasse par au moins 50 % la capacité de support de la planète. Ce deuxième constat est complété en fait par le constat du pic du pétrole, reconnu par la plupart des intervenants comme déjà atteint ou à atteindre sous peu, et d'une rareté relative des métaux et des minéraux dont l'empreinte écologique ne tient même pas compte mais qui amplifie l'importance des défis.

Ce deuxième constat est de l'ordre de la démonstration et nous allons donc présumer de son résultat, un effondrement à plus ou moins brève échéance du fonctionnement de ces écosystèmes planétaires – du moins, une incapacité de leur part à fournir les ressources recherchées en de plus en plus grandes quantités par les différents pays dans leur course au « développement ». Nous n'abordons même pas ici les nouveaux agissements autour de l'exploitation de pétrole et de gaz de schiste un peu partout sur la planète. Même ses plus ardents promoteurs, quand ils sont honnêtes et lucides, reconnaissent qu'il s'agit au mieux d'un report de l'échéance, auquel nous ajoutons : avec des conséquences écologiques empirées par rapport à ce qui est actuellement en cause. Les propositions concernant les sables bitumineux mettent encore moins en cause le constat; il s'agit d'une exploitation offrant tellement peu de rendement énergétique qu'elle définit presque sans ambiguïté le défi actuel. Les bouleversements sociaux de ce deuxième phénomène auront un caractère tout aussi dévastateur que ceux que nous pouvons imaginer en relation avec le premier phénomène, de caractère économique.

Un portrait du Québec dans la transition

Notre intention est donc de dresser un portrait de la situation à laquelle le Québec fait face en prenant pour acquis ce qui est montré par l'empreinte écologique et rendu plus concret par le calcul de l'Indice de progrès véritable (IPV) pour le Québec. Nous sommes devant un mode de vie qui, si c'était le propre de l'ensemble de la population humaine, exigerait trois planètes pour répondre aux besoins. La population, tout en se pensant consciente des enjeux écologiques, n'a presque pas d'idée du sérieux de la situation et procède, via leurs représentants politiques, sociaux et économiques, comme si des modifications plutôt restreintes, proposées à ce mode de vie il y a trois ou quatre décennies par les milieux écologistes (recyclage, réduction assez facile de la consommation d'énergie et de ressources, amélioration limitée des modes de transports des milieux urbains pour en tenir compte, etc.), suffiront. Nous montrerons que ce n'est pas du tout le cas et que la véritable « consommation responsable » dépasse de loin la conception que nous en avons.

Nous sommes devant des catastrophes appréhendées¹ qui ne sont pas soumises à des évaluations adéquates et pour lesquelles il faut concevoir des interventions insoupçonnées et d'une envergure

¹ L'expression est consacrée dans les milieux environnementaux, en fonction du règlement sur le BAPE : « Dans le contexte d'urgence de la tempête de verglas de janvier 1998, le Premier ministre, Monsieur Lucien Bouchard, annonçait l'adoption d'un décret autorisant la réalisation d'une série de projets pour renforcer la capacité et la sécurité d'alimentation en électricité dans certaines régions du Québec (Décret no. 108-98). À la même occasion, il était aussi question d'un

difficile à concevoir. Nous ne prétendons donc pas que nous voyons clair dans l'ensemble de cet effort de cerner les défis devant nous et d'identifier des pistes de préparation et d'adaptation pour la transition. Le débat est néanmoins lancé.

La fin de la croissance – économique et démographique

Parmi nos constats de base est également la fin de la croissance telle que nous l'avons connue depuis plus de 60 ans et qui n'a rien à voir avec une mise en cause du capitalisme qui en est néanmoins le symbole. Cette croissance est l'objectif avoué et primordial de l'ensemble des leaders gouvernementaux de l'ensemble des pays de la planète. Elle se bute, pourtant, à la situation décrite, soit des limites en ce qui a trait aux ressources qu'elle exige et aux fonctions écosystémiques dont elle dépend. La crise de l'endettement des pays riches (et cela, sans inclure leur endettement sur le plan écologique) tout comme une sortie du marasme économique actuel sont à résoudre, selon les économistes, par une reprise de la croissance, avec toutes les externalités que ces mêmes économistes ne reconnaissent que du bout des lèvres. Cette reprise, cette croissance, n'auront pas lieu précisément en raison de l'endettement écologique et les contraintes des ressources qui les rendent pour le mieux hypothétiques et à terme impossibles.

La rareté relative² de ressources nécessaires pour soutenir toute croissance, voire tout maintien du modèle économique actuel, est jumelée à une inégalité entre les populations, à l'échelle mondiale. Concernant cette inégalité, nous retenons une autre hypothèse à l'effet qu'elle ne pourra plus durer. Dans un monde où la globalisation représente l'orientation de base des acteurs économiques et politiques, et où les médias et les réseaux sociaux rendent de plus en plus visibles les défaillances des interventions en ce sens, il y a lieu de présumer que la force du nombre, la possession de ressources et une simple justice donneront un pouvoir aux pays émergents et pauvres qui forcera des changements dans le statu quo.

Cette « force du nombre » doit être associée en même temps à une faiblesse importante, soit justement une inertie dans la croissance démographique qui rendra davantage difficile la gestion

second décret soustrayant ces projets de la procédure d'évaluation environnementale prévue à la section IV.1 du chapitre 1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, car en vertu de l'article 31.6 le gouvernement peut, sans avis, soustraire un projet de la procédure dans le cas où la réalisation du projet est requise afin de réparer ou de prévenir des dommages causés par une catastrophe réelle ou appréhendée (Décret no. 93-98). <http://www.aqei.qc.ca/posit/memoire98.html> »

² Même s'il y a toujours des ressources non renouvelables (énergie fossile, métaux et minéraux) en apparence abondantes, nous sommes obligés de reconnaître que ces ressources se trouvent de plus en plus éloignées et inaccessibles et nécessitent pour leur extraction de plus en plus d'énergie parce que de moins en moins « riches ». Nous sommes obligés de reconnaître à cet égard que l'énergie (fossile) est la ressource la plus fondamentale pour notre civilisation, et celle qui est la plus problématique. Et quant aux ressources fossiles abondantes qui se présentent, comme les sables bitumineux, elles constituent des défis probablement insurmontables comme fondements pour la civilisation de l'avenir : leur rendement énergétique par rapport à l'investissement en énergie est si faible qu'elles ne pourront vraisemblablement pas répondre aux attentes, même si elles existent.

de l'ensemble des défis dans les années à venir. Déjà une population humaine le triple de ce qu'elle était à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale met d'énormes pressions sur la volonté d'améliorer le sort de l'humanité. Non seulement sept milliards de personnes exigent plus de ressources, et encore davantage en raison de leur demande pour une meilleure qualité de vie, mais les projections conservatrices prévoient une augmentation importante de la population humaine. La nécessaire stabilisation de cette population, déjà en cours dans plusieurs pays riches, s'accompagnera d'un nouveau défi plein d'embûches, le vieillissement correspondant des populations.

La croissance économique des dernières décennies se fondait en partie sur une croissance démographique qui ne tenait pas compte de « l'externalité » constituée par ce vieillissement, inéluctable. De nombreuses sociétés, dont le Québec, doivent composer donc avec des changements importants à leurs régimes de retraite, à la composition de leur force de travail et au profil des services requis pour répondre aux besoins des populations. Nous prenons comme hypothèse que le Québec doit fonder son développement dans l'avenir sur une stabilisation de sa population, à l'encontre de toutes les volontés exprimées.

Un état de crise permanent

Une empreinte écologique au delà de la capacité de support de la planète qui amène une halte à la croissance qui bloquera la « reprise » de l'activité économique telle que nous l'avons connue depuis des décennies (alors que nous mettions de côté le coût de ses externalités très importantes), une dégradation de la qualité intrinsèque et énergétique des ressources impliquées dans le développement, une inégalité criante entre les humains, à l'échelle planétaire mais également au sein des populations, une stabilisation de la population humaine et le vieillissement qui l'accompagne, déjà ou dans les années à venir – voilà une série d'autres constats (et non des hypothèses) qui ensemble représentent un état de crise permanent³ pour l'avenir, que l'effondrement du système économique actuel se fasse ou non à brève échéance.

Il est impératif de préparer l'avenir en fonction de ces constats, des évidences à nos yeux. Le travail pour calculer l'empreinte écologique et l'IPV pour le Québec nous fournit plusieurs indices quant à des nouvelles pistes pour le développement du Québec et un certain cadre pour ce livre, le contenu de plusieurs chapitres. Un travail synthèse concernant les défis énergétiques de la province offre une réponse au besoin d'un scénario d'indépendance face aux énergies fossiles. Le contenu de plusieurs autres chapitres sert à compléter ce scénario en faisant introduire d'autres éléments du portrait recherché. Les fondements de la crise économique et financière en cours depuis plusieurs années ont été signalés à plusieurs reprises par d'autres, soulignant la nécessité de solutions nouvelles et radicales aux contradictions inhérentes à ce système économique. Reconnaissant cette situation depuis longtemps évidente, d'autres intervenants ont fourni des éléments structurants pour le nouveau système qui s'imposera. Ceux-ci représentent les fondements d'une nouvelle société qui mettra l'économie à sa place, au service de la société.

Cette nouvelle société – à l'instar de celles des pays émergents forcés à tenir compte de l'impossibilité de suivre notre modèle actuel, en raison entre autres du réchauffement climatique

³ Tim Morgan, *Perfect Storm* (2013) <http://ftalphaville.ft.com/files/2013/01/Perfect-Storm-LR.pdf>

et l'imposition de limites dans l'accès et dans l'utilisation des ressources - devra vivre avec l'héritage d'un dépassement des systèmes de support en cours depuis déjà longtemps. D'autres interventions permettent de signaler différents éléments du défi devant nous.

L'indignation bien justifiée

Toutes ces contributions s'insèrent dans l'expression d'une indignation maintenant reconnue globalement par les interventions de 2011 : le printemps arabe, le mouvement des *indignados* en Europe, celui de l'occupation de Wall Street en Amérique du Nord, et d'autres. Inspirés donc par ces travaux et motivés par cette même indignation, le collectif d'auteurs de ce livre fournit des éléments de contenu au changement de paradigme économique et social qui s'impose, qu'il arrive de force ou par la volonté de la population.

Sans insister sur les défauts du capitalisme qui sont en cause, nous nous trouvons contraints à les reconnaître, en proposant l'alternative. En effet, ce livre représente une réponse aux crises financière et économique aussi bien qu'à celle écologique soulignée. Les auteurs interviennent depuis de nombreuses années en cherchant à influencer sur les décisions politiques, cela en fonction d'objectifs justement sociaux et non seulement économiques. Mais contrairement à d'autres, nous ne présentons pas ici des orientations et des objectifs souhaitables (que nous prônons néanmoins de plusieurs façons depuis des décennies), mais plutôt des décisions contraintes par ce que nous constatons, une situation de crise permanente et généralisée qui exige une vision, des préparatifs et des actions qui pourront permettre d'éviter le pire, peut-être même fournir des éléments d'un nouveau paradigme.

Nous voulons notre intervention réaliste et conçue comme réponse dans le temps aux crises écologiques, aux contradictions économiques et aux problèmes sociaux qui prévalent. Prenant les premières comme inéluctables, nos analyses représentent néanmoins des contributions pouvant en même temps représenter des réponses aux deuxièmes et aux troisièmes défis.

Pour ne souligner que l'ouvrage récent publié par Les éditions Utopia⁴, nous sommes très conscients que certaines orientations méritent une priorisation très importante. On peut penser à la volonté de voir le changement se faire dans un cadre démocratique, cadre où on mettrait un accent sur la nature du travail et sur les questions de chômage et d'emploi. Nous ne proposerons pas de réflexions sur ces questions de démocratie, aussi fondamentales soient-elles, ni sur celle du revenu minimum, aussi souhaitable soit-il.

Le souhaitable et le nécessaire

Justement, nous partageons de telles orientations et de telles préoccupations, mais nous voulons dans notre propre ouvrage faire la distinction entre ce qui est nécessaire et ce qui est souhaitable. Nos décennies d'engagement ont montré que le souhaitable tarde à venir, et voilà la motivation pour un accent sur les contraintes qui amènent actuellement des changements, qu'ils soient souhaitables ou non. Notre effort est de contribuer pour qu'ils soient les plus souhaitables possibles.

⁴ *Pour en finir avec ce vieux monde : Les chemins de la transition*

Notre intervention provient d'une reconnaissance d'échecs à l'échelle planétaire au sein des grandes démocraties qui sont, en même temps, les pays les plus riches de la planète. Les grandes lignes de notre vision d'un Québec qui serait inscrite dans la crise nécessiteront un fonctionnement assez efficace de ses institutions démocratiques, à défaut de quoi, ce sera un autre échec. Une alternative qui paraît possiblement stratégique et de grande importance se trouve en Chine, vue comme étant capable d'effectuer des changements radicaux dans son modèle de développement face à des crises profondes et permanentes.